

ATTENTION : cet imprimé est une demande de mise à jour de votre carrière et non une demande de retraite. Pour votre demande de retraite, vous devez compléter un dossier spécifique.
Consultez la notice explicative, c'est une aide indispensable pour la prise en compte de tous vos droits.

Écrivez en lettres majuscules et cochez la case correspondant à votre situation.

A Votre identité

Vous êtes la personne qui a effectué les services veuf ou veuve non remarié(e)
ancien conjoint divorcé non remarié

Nom de naissance

Prénoms

Nom marital

Date de naissance Lieu de naissance

Date de mariage Lieu de mariage

Numéro de Sécurité sociale Sexe M F
Clé

En cas de tutelle, indiquer l'identité du représentant légal :

→ Justificatifs, voir notice explicative

B Votre adresse

Code postal Ville

Téléphone Pays

Télécopie Courriel

C

Détail des services à valider

Mentionnez tous les services relevant de l'Ircantec et qui n'ont pas donné lieu à cotisation (voir la notice explicative).

Joignez :

- un état des services à valider complété par chaque employeur. Si celui-ci a disparu, joignez toute pièce justificative de votre emploi.
 - les arrêtés de nomination pour les médecins hospitaliers.

Périodes d'activité	Nom et adresse de l'employeur	Fonction occupée	Durée de travail (en heures)
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			
du <input type="text"/>			
au <input type="text"/>			

D

Date de votre demande, signature

Je soussigné(e) certifie exacts les renseignements portés sur le présent imprimé et déclare avoir pris connaissance de l'article 441-7 du Code pénal rappelé ci-dessous.

Signature

ANSWER

En application de l'article 441.7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts, de falsifier une attestation ou un certificat originialement sincère, de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

« Les informations recueillies font l'objet d'un traitement par la Caisse des Dépôts et consignations en qualité de responsable de traitement (ci-après désignée Caisse des Dépôts). Les données collectées ont pour finalité **Gérer les retraites**. La base légale de ce traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public à laquelle la Caisse des Dépôts est soumise. Vos données sont conservées selon les modalités suivantes :

- Le contrat d'un ayant cause est à conserver 10 ans après le décès de l'auteur et jusqu'à 105 ans après sa naissance.
- Le contrat d'un auteur est à conserver 10 ans après son décès, jusqu'à 105 ans après sa naissance et tant qu'un contrat d'un ayant cause est encore conservé.
- Les données propres de l'auteur sont à conserver tant qu'il reste un contrat conservé rattaché à ce dernier.

Vos données ne seront transmises qu'aux personnes habilitées de ou par la Caisse des Dépôts ou à des tiers légalement autorisés. Le traitement de vos données personnelles ne donne lieu à aucun transfert hors de l'Union Européenne. Les informations recueillies qui seraient signalées avec un astérisque sont obligatoires pour permettre le traitement de votre dossier.

Conformément à la réglementation Informatique et libertés vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et le droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données ainsi que du droit de faire parvenir à la Caisse des Dépôts des directives spéciales relatives au sort de vos données après votre décès. Pour exercer vos droits Informatique et libertés, vous pouvez vous adresser à mesdonneespessonelles@caissedesdepots.fr ou par écrit à l'adresse suivante : Caisse des Dépôts - Données personnelles - Établissement de Bordeaux - 6 place des Citerne - 33059 Bordeaux Cedex. Certaines demandes de droits (accès, rectification, limitation) nécessitent la fourniture d'une pièce d'identité valide. Nous vous invitons à consulter notre Politique de protection des données à caractère personnel à l'adresse suivante : <https://www.caissedesdepots.fr/donnees-personnelles-et-cookies/notice-information-gestion-des-retraites>. Si vous avez des questions concernant l'utilisation de vos Données à Caractère Personnel par la Caisse des Dépôts, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données (DPO) en remplissant le formulaire de contact à l'adresse <http://www.caissedesdepots.fr/protection-des-donneespersonnelles>. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente (CNIL). »

